

Au Père Noël, on n'y croit pas : Dès début 2016, pour nos AGS, on se battra !

Chiffres record de ventes, hausse du chiffre d'affaires, profits en explosion au 1^{er} semestre, salaire exorbitant pour Carlos Ghosn, les signes ne manquent pas pour montrer que notre serrage de ceinture depuis maintenant 7 ans a rapporté beaucoup à nos dirigeants et aux actionnaires.

L'expérience nous montre cependant que de véritables augmentations de salaires et notamment de substantielles AGS ne tombent pas automatiquement suite à de bons résultats de l'entreprise.

Bien au contraire, la logique pour sortir de la crise a été de nous en faire payer tous les frais (blocage des salaires, départs non remplacés, augmentation du temps de travail dans les usines), les résultats bénéfiques étant accaparés par les actionnaires, qui décident de rémunérations grotesques pour nos dirigeants en guise de remerciement.

On n'obtiendra notre dû qu'en entrant en lutte et ce, dès avant le chiffre des AGS et des AI que la direction octroiera en février 2016 au moment des pseudo-Négociations Annuelles Obligatoires. Car ces NAO ne seront qu'une pièce de théâtre déjà mille fois jouée si les salariés n'interviennent pas massivement pour dire que, maintenant, il y en a assez !

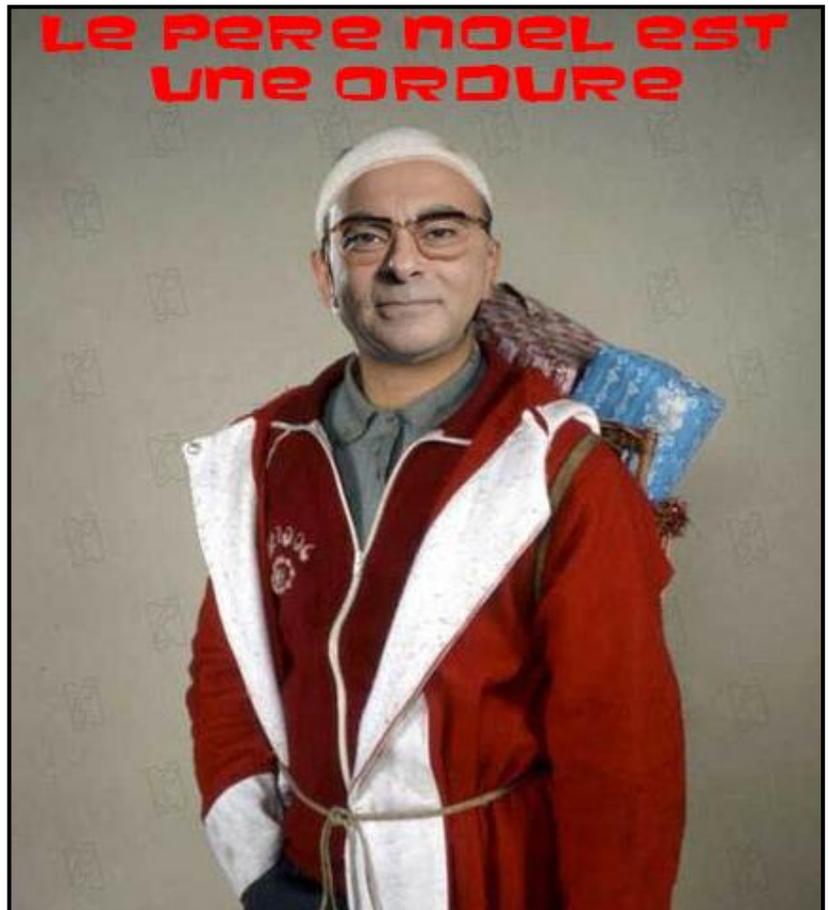
Assez de la précarité des prestas, assez de la désorganisation permanente et du plan d'embauches insignifiant. Assez du blocage de nos salaires, de la politique d'individualisation, du jobgrading des ingénieurs et cadres. La direction essaie de nous infuser la disparition des AGS, en profitant de la « modération salariale » de l'accord compétitivité.

Le début de l'année 2016 est primordial sur cette question des AGS. L'accord de compétitivité promulguait la « modération salariale » sur 3 ans (2013-2014-2015). Des négociations sur un futur accord de compétitivité (des directeurs de Renault emploient déjà « hyper-compétitivité », vive le progrès...) vont commencer sous peu avec un objectif de signature en septembre 2016 et une application le 1^{er} janvier 2017. Mettre un coup d'arrêt à cette politique en manifestant notre fort mécontentement sur les salaires en début 2016, c'est plus que nécessaire !

De tout temps, ce sont les luttes sociales qui ont permis les avancées dont nous bénéficions (congés payés, réduction de la journée de travail, salaires décents). L'affaiblissement de ces luttes sociales permet au patronat de rogner sur tout cela. Mais il n'y a pas de fatalité : la colère monte et pourrait très bien balayer la résignation qui semble partout présente. Si un secteur relançait la lutte, que ce soit dans les usines ou à Lardy, il y a fort à parier qu'il trouverait écho ailleurs car nous subissons tous les conséquences des politiques de la direction.

La CGT-Renault a d'ores et déjà prévu d'appeler l'ensemble des sites à la mobilisation lors de l'ouverture des négociations salariales dès début 2016. Comme le montre l'encadré page suivante concernant une réunion Direction générale/CGT, il ne sert à rien d'attendre la « proposition » chiffrée de la direction, elle s'oriente vers la poursuite de la modération salariale, ce qui est inadmissible après ces 7 années de serrage de ceinture et avec les bénéfices engrangés en 2015.

Dès début 2016, on se battra pour de véritables AGS, à même de compenser les 7 années de quasi-blocage des salaires !





Réunion Direction Générale / CGT décembre 2015 : un premier aperçu des NAO 2016 ?

Comme chaque année, la direction (dont T. Bolloré, directeur à la compétitivité) a rencontré les organisations syndicales au niveau central.

Cela a été l'occasion pour la CGT de mettre la question des AGS pour 2016 sur le tapis. La réponse de la direction a été totalement « décomplexée » : elle entend rester « dans la logique de l'accord compétitivité ». Elle dit refuser de « s'inscrire dans une logique de maintien du pouvoir d'achat », car « elle n'a pas tous les leviers de l'inflation ».

Sans détour, elle affirme que « l'entreprise est sortie du champ des augmentations générales [...] la politique des AGS est une politique dont on a voulu sortir » ! La direction considère qu'une partie des salariés (10% selon elle), « n'est pas éligible à une augmentation de salaire sur la base de critères tout à fait objectifs ». Elle conclut : « le budget des augmentations individuelles continuera à être déterminé dans le cadre de la compétitivité. »

En d'autres termes, sans l'intervention massive des salariés, les futures « négociations » sur les rémunérations et sur un futur accord de compétitivité risquent d'être déjà bouclées.

Jouons ensemble à un petit Jeopardy pour nous remettre en tête quelques chiffres-clé :



Il faut donc... trouver les questions (solution en bas du tract) :

1. Quel est le montant des AGS pour les ETAM depuis 3 ans ?
2. Quelle était la rémunération totale de C. Ghosn en 2014 ?
3. De combien cette rémunération a-t-elle augmenté en 1 an ?
4. A combien s'élèvent les réserves en trésorerie de Renault ?
5. Combien y aura-t-il de salariés en moins à la fin de l'accord de compétitivité chez Renault ?
6. Quel est le montant des dividendes 2014 ?
7. Quelle est la marge opérationnelle au premier semestre 2015 ?
8. De combien le chiffre d'affaires a-t-il augmenté au 1^{er} semestre 2015 ?
9. Quel est le bénéfice annoncé au 1^{er} semestre 2015 ?

La montagne Renault-Nissan-Etat a-t-elle accouché d'une souris ?

Depuis maintenant plusieurs mois, les médias se font écho d'une lutte qui aurait lieu entre le gouvernement (plus particulièrement E. Macron, ministre de l'économie) et C. Ghosn, PDG de Renault et Nissan. Les différents « acteurs » de cette pièce de café-théâtre en costume 3 pièces se seraient mis d'accord lors du conseil d'administration de vendredi dernier. L'Etat vendra les 4% de ses parts (achetés pour faire passer les votes doubles) et n'exercera ces fameux votes doubles que sur les sujets « stratégiques » et pas « opérationnels »... De plus, Renault n'interviendrait pas sur une série de sujets chez Nissan (nomination, révocation et rémunération des membres de son conseil par exemple).

Derrière les déclarations feutrées, les calculs de participations croisées et les promesses de non-intervention, aucune réelle préoccupation du sort des salariés, qu'ils soient de Renault ou de Nissan. Car l'Etat a applaudi des deux mains à l'accord de compétitivité de 2013, symbole pour lui du « dialogue social » alors que nous en subissons tous les jours les conséquences désastreuses. De même, si de nombreux salariés ont l'impression que c'est Nissan qui dicterait sa loi dans l'ingénierie, le risque est grand de croire que des dirigeants d'un Renault indépendant traiteraient mieux les salariés.



Plutôt que de penser que Ghosn a plus d'attentions pour les salariés Nissan que pour ceux de Renault, nous devrions regarder du côté des conditions de travail des salariés de l'usine Nissan de Sunderland (où la moyenne d'âge ne bouge pas au fil des ans - 28 ans en production – avec un turnover considérable lié à la dureté du travail). Ou regarder du côté de la répression syndicale dans l'usine Nissan de Canton dans le Mississippi où des salariés se battent depuis plusieurs années pour faire reconnaître un syndicat dans l'usine pour se défendre face à leur patron.

Ne comptons que sur nos propres forces pour défendre nos intérêts, pas sur d'éventuels dirigeants qui, parce qu'ils défendraient plus Renault que d'autres, auraient pour préoccupation de mieux nous traiter.

Solution du Jeopardy (de gauche et à droite puis de haut en bas) : 2 / 3 / 9 / 6 / 1 / 5 / 8 / 7 / 4